

---

XXX  
XXX

---

Audience du XX à 14h00  
Tribunal correctionnel de BORDEAUX  
N° de parquet : XXX

**CONCLUSIONS AUX FINS DE SUPPLEMENT  
D'INFORMATION DEVANT LE TRIBUNAL  
CORRECTIONNEL**  
*Article 463 du Code de procédure pénale*

**POUR :**

**Monsieur XXX**

*Prévenu*

*Prévenu*

Ayant pour Avocat, **XX**  
Avocat au Barreau de BORDEAUX

**CONTRE :**

**Le MINISTERE PUBLIC**

**PARTIE CIVILE :**

**XXXXXXXX**

## **RAPPEL DES FAITS ET DE LA PROCEDURE**

XXXXX (Rappel succinct des faits)

Le XXX, Monsieur / Madame XXX était interpellé et placé en Garde à vue.

XXX déféré devant le Procureur de la République le XXX.

Monsieur XXX était renvoyé devant la juridiction de céans prévenu du chef :

*« D'avoir à xxxx, et en tout cas sur le territoire national et depuis  
temps non couvert par la prescription, xxxxx ».*

\*

La juridiction ne pourra que constater que les enquêteurs n'ont pas : XXXXXX

Ce dernier a été immédiatement déféré à la suite de sa garde à vue et déféré devant la juridiction de céans.

Dès lors, l'enquête était close.

A cause du manque de diligences des enquêteurs et de la partialité dans le choix des personnes qui allaient être auditionnées, l'affaire présentée devant le Tribunal correctionnel, résultant d'une enquête principalement menée à charge contre XXXXX n'est pas en état d'être jugée.

Pour ces raisons, Monsieur XXX sollicite qu'un complément d'information soit ordonné par le Tribunal correctionnel de BORDEAUX aux fins que XXXXXXXX (préciser la demande de CR à réaliser que vous sollicitez).

## MOTIVATION ET OBJET DE LA DEMANDE

### I. En droit

Selon l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales :

« 1. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice.

2. Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.

3. Tout accusé a droit notamment à :

- a. Être informé, dans le plus court délai, dans une langue qu'il comprend et d'une manière détaillée, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui ;
- b. Disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense ;
- c. Se défendre lui-même ou avoir l'assistance d'un défenseur de son choix et, s'il n'a pas les moyens de rémunérer un défenseur, pouvoir être assisté gratuitement par un avocat d'office, lorsque les intérêts de la justice l'exigent ;
- d. Interroger ou faire interroger les témoins à charge et obtenir la convocation et l'interrogation des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge ;
- e. Se faire assister gratuitement d'un interprète, s'il ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience ».

Selon l'article préliminaire du code de procédure pénale :

*« I. La procédure pénale doit être équitable et contradictoire et préserver l'équilibre des droits des parties.  
Elle doit garantir la séparation des autorités chargées de l'action publique et des autorités de jugement.  
Les personnes se trouvant dans des conditions semblables et poursuivies pour les mêmes infractions doivent être jugées selon les mêmes règles.*

*II. L'autorité judiciaire veille à l'information et à la garantie des droits des victimes au cours de toute procédure pénale.*

*III. Toute personne suspectée ou poursuivie est présumée innocente tant que sa culpabilité n'a pas été établie. Les atteintes à sa présomption d'innocence sont prévenues, réparées et réprimées dans les conditions prévues par la loi.  
Elle a le droit d'être informée des charges retenues contre elle et d'être assistée d'un défenseur.*

*Si la personne suspectée ou poursuivie ne comprend pas la langue française, elle a droit, dans une langue qu'elle comprend et jusqu'au terme de la procédure, à l'assistance d'un interprète, y compris pour les entretiens avec son avocat ayant un lien direct avec tout interrogatoire ou toute audience, et, sauf renonciation expresse et éclairée de sa part, à la traduction des pièces essentielles à l'exercice de sa défense et à la garantie du caractère équitable du procès qui doivent, à ce titre, lui être remises ou notifiées en application du présent code.*

*Les mesures de contraintes dont la personne suspectée ou poursuivie peut faire l'objet sont prises sur décision ou sous le contrôle effectif de l'autorité judiciaire. Elles doivent être strictement limitées aux nécessités de la procédure, proportionnées à la gravité de l'infraction reprochée et ne pas porter atteinte à la dignité de la personne.*

*Il doit être définitivement statué sur l'accusation dont cette personne fait l'objet dans un délai raisonnable.*

*Au cours de la procédure pénale, les mesures portant atteinte à la vie privée d'une personne ne peuvent être prises, sur décision ou sous le contrôle effectif de l'autorité judiciaire, que si elles sont, au regard des circonstances de l'espèce, nécessaires à la manifestation de la vérité et proportionnées à la gravité de l'infraction.*

*Toute personne condamnée a le droit de faire examiner sa condamnation par une autre juridiction.*

*En matière criminelle et correctionnelle, aucune condamnation ne peut être prononcée contre une personne sur le seul*

*fondement de déclarations qu'elle a faites sans avoir pu s'entretenir avec un avocat et être assistée par lui ».*

Au visa de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de l'article préliminaire du code de procédure pénale cités ci-dessus, la Chambre criminelle a jugé, dans l'arrêt du 14 mai 2008 (n°08-80.483), que :

*« Le défaut d'impartialité d'un enquêteur peut constituer une cause de nullité de la procédure, à la condition que ce grief ait eu pour effet de porter atteinte au caractère équitable et contradictoire de la procédure ou de compromettre l'équilibre des droits des parties ».*

Selon l'article 39-3 du Code de procédure pénale :

*« Dans le cadre de ses attributions de direction de la police judiciaire, le procureur de la République peut adresser des instructions générales ou particulières aux enquêteurs. Il contrôle la légalité des moyens mis en œuvre par ces derniers, la proportionnalité des actes d'investigation au regard de la nature et de la gravité des faits, l'orientation donnée à l'enquête ainsi que la qualité de celle-ci.*

*Il veille à ce que les investigations tendent à la manifestation de la vérité et qu'elles soient accomplies à charge et à décharge, dans le respect des droits de la victime, du plaignant et de la personne suspectée ».*

Selon l'article 463 du code de procédure pénale :

*« S'il y a lieu de procéder à un supplément d'information, le tribunal commet par jugement un de ses membres qui dispose des pouvoirs prévus aux articles 151 à 155.*

*Ce supplément d'information obéit aux règles édictées par les articles 114, 119, 120 et 121.*

*Le procureur de la République peut obtenir, au besoin par voie de réquisitions, la communication du dossier de la procédure à toute époque du supplément d'information, à charge de rendre les pièces dans les vingt-quatre heures ».*

## **II. En fait**

### **1. Sur les demandes d'audition des témoins**

XXXXX

#### **a. Sur l'audition de Monsieur XXXX**

XXXX

XXXX

Pourtant, au sein de l'enquête aucune audition de ce témoin n'a eu lieu.

**Monsieur XXX sollicite un complément d'information quant à l'audition de Monsieur XXXX.**

**L'enfant mineur peut être contacté par le truchement de numéro de téléphone portable de Monsieur XXXX son grand frère au 01 23 45 67 89 et l'enfant mineur demeurant au XXXXX.**

*Pièce 1 : Acte de naissance de Monsieur XXXXX*

*Pièce 2 : Pièce d'identité de Monsieur XXXXX*

#### **b. Sur l'audition de Monsieur XXXXX**

XXXXX

XXXXX

Cette audition est importante pour la manifestation de la vérité sur XXXXXX.

**Monsieur XXXX sollicite un complément d'information quant à l'audition de Monsieur XXXX né le XX/XX/XXXX à VILLE.**

**Il est joignable au 01 23 45 67 89 et habite au XXXXXXXX.**

*Pièce 3 : Pièce d'identité et passeport de Monsieur XXXX*

### **2. Sur l'absence de certificat médical de Monsieur XXXXX non versé au dossier**

Dans son audition de garde à vue, Monsieur XXXXX indiquait qu'il avait obtenu un certificat médical du médecin qui l'avait examiné lors de son placement en garde à vue le XXXXX.

Il indiquait aux policiers que ce certificat médical existait.

Il ressort de la procédure qu'une recherche de certificat a été réalisée, qu'il existe bien comme l'indique Monsieur XXXXXXX un examen médical mais qu'aucun document n'a été versé.

Aucun document n'apparaît pas en procédure,

Une demande de copie de dossier concernant le classement sans suite de ce dossier a été réalisé mais à ce jour aucune copie de dossier n'a pu être adressé au conseil de Monsieur XXXX empêchant l'exercice effectif des droits de la défense (procédure PV XXXXXXXXXXXX).

**Monsieur XXXXX sollicite un complément d'information quant à afin que soit versé à la procédure le certificat médical réalisé lors de son placement en garde à vue en date du XXXXXX.**

Autre constat : l'enquête n'a manifestement été dirigée qu'à la charge de de Monsieur XXXX excluant tous les éléments pouvant confirmer leurs dires.

- XXX
- XXXX
- XXXXX

Alors même que Monsieur XXXXX dressait une liste de personnes susceptibles d'apporter un autre éclairage sur les faits qui lui sont reprochés, aucune de ces personnes n'a été entendue et ce dernier était hâtivement renvoyé devant la juridiction de céans.

Dans ses conditions, le procès de Monsieur XXX, ne reposant que sur des éléments à charge et ne respectant pas le principe de l'égalité des armes, ne saurait être équitable conformément aux principes fondamentaux de la procédure pénale et des droits de la défense figurant dans les dispositions citées ci-dessus.

Le Tribunal correctionnel ne pourra que constater qu'il n'est pas mis en état de statuer équitablement et ne pourra que désigner, conformément aux dispositions de l'article 463 du code de procédure pénale un de ses membres aux fins de procéder à un supplément d'information.

**PAR CES MOTIFS,  
PLAISE AU TRIBUNAL,**

Vu l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

Vu l'article préliminaire du code de procédure pénale ;

Vu l'article 39-3 du Code de procédure pénale ;

Vu l'article 463 du code de procédure pénale ;

**ORDONNER** un complément d'information aux fins d'auditionner l'ensemble des personnes désignées par les parties et témoins entendues, à savoir :

- XXXXX
- XXXXXX

**ORDONNER** un complément d'information aux fins de verser en procédure le certificat médical de l'examen médical réalisé à l'attention de Monsieur XXX du xxxxx (procédure PV xxxxx)

**ORDONNER** un complément d'information aux fins de verser en procédure le message vocal envoyé par xxxxx mentionné dans le dossier pénal qui menacerait de mort XXXX détenu sur les téléphones portables de Messieurs XXX et XXX *et en conséquence*

**REQUISITIONNER** un interprète assermenté près la Cour d'appel de BORDEAUX afin de réaliser la mission de traduction dudit message vocal en langue arabe.

**SOUS TOUTES RESERVES**  
**ET CE SERA JUSTICE**

**BORDEAUX, le XXXX**

**Maître XXXXX**



Bordereau de communication de pièces :

Pièce 1 : Acte de naissance de Monsieur XXX

Pièce 2 : Pièce d'identité de Monsieur XXXX

Pièce 3 : Pièce d'identité et passeport de Monsieur XXXX

Pièce 4 : Photographies des blessures de Monsieur XXXXX

Pièce 6 : Message vocal reçu par Monsieur XXXX de la part de Monsieur XXXX  
le XXX